PRODUCTION DE POULETS ET CHARCUTERIES 100 % TOGOLAISES:

Daba inaugure sa nouvelle boutique à la Cité Millenium

N°082 | Mercredi 30 avril 2025 | PRIX DE VENTE : 300 F CFA

IMAGINE DEMAIN

BIMENSUEL TOGOLAIS D'INFORMATION GÉNÉRALE

ECODÉVELOPPEMENT

PROGRAMME « PACAN » DE LA BOAD :

Une solution innovante pour renforcer la résilience des États face aux catastrophes naturelles

P. 2

ECODÉVELOPPEMENT

Un 27 avril marqué par un élan vers l'industrialisation

P. 3

BRVM AWARDS 2025 :

Cotonou accueille la finance régionale les 29 et 30 avril

P. 6

FESNAD 2025 :

Sept groupes de danses traditionnelles ont enchanté une finale haute en couleurs

P. 6

ECO ET FINANCE

CONSEIL DES GOUVERNEURS DE LA BIDC

Nouveaux financements et nouvelle présidence actés lors de la 23è session à Banjul

P. 6

ENTRETIEN

SEYRAM ADIAKPO

COORDONNATEUR NATIONAL DE WANEP-TOGO

« WANEP-Togo œuvre pour la prévention et la transformation des conflits »

Pp. 4-5

IDÉES

L'éducation en situation d'urgence au Niger : **un enjeu majeur pour le capital humain**

P. 7

PROGRAMME « PACAN » DE LA BOAD :

Une solution innovante pour renforcer la résilience des États face aux catastrophes naturelles

Le programme entend renforcer la résilience des États face aux catastrophes naturelles en misant sur une approche novatrice qui combine financement de projets et assurance paramétrique.

Face à la montée des risques climatiques et sanitaires, le Programme des Prêts Adaptés aux Catastrophes Naturelles (PACAN) s'impose comme un outil de financement innovant au service des pays de l'UEMOA. Soutenu par la République fédérale d'Allemagne à travers son ministère de la Coopération économique et du Développement, le PACAN repose sur un partenariat entre la BOAD et ses partenaires : KfW, African Risk Capacity Group (ARC), Munich Re et la Frankfurt School of Finance & Management.

Le programme propose des solutions financières sur mesure, permettant aux pays de l'Union de faire face rapidement aux dépenses d'urgence liées aux catastrophes naturelles ou sanitaires. Il encourage également les investissements durables dans des projets d'adaptation et d'atténuation du changement climatique, contribuant ainsi au renforcement de la résilience des économies ouest-africaines.

Depuis son lancement, le programme est financé par deux dons de la KfW, établissement de crédit allemand, pour un montant total de 10 millions d'euros (environ 6,56 milliards de FCFA). Cette enveloppe a permis de concevoir le produit d'assurance PACAN et de subventionner les primes d'assurance durant la phase pilote.

« Pour accompagner les États dans la mobilisation des ressources nécessaires au financement du développement, la BOAD place l'innovation au cœur de son action. Le PACAN est un exemple d'outil financier conçu pour répondre aux défis récurrents liés aux changements climatiques dans la sous-région. Il permet aux gouvernements, en cas de catastrophe comme une inondation, une sécheresse ou une pandémie, de réaffecter temporairement les échéances de remboursement dues à la BOAD afin d'intervenir rapidement en soutien aux populations. L'assurance prend alors le relais pour honorer ces engagements vis-à-vis de la BOAD », a expliqué Moubarak Moukaila, Directeur du Département du Financement Durable à la BOAD.

Le Togo, premier bénéficiaire du Roadshow PACAN

Le Togo fait partie des premiers pays pilotes à bénéficier du PACAN. Le lancement officiel du Roadshow s'est tenu le 11 février 2025 au siège de la BOAD à Lomé, en présence de représentants du gouvernement togolais, de bailleurs de fonds, de partenaires techniques et de parties prenantes du programme.

Le mécanisme d'assurance a été activé pour la première fois à la suite des fortes pluies et inondations qui ont touché plusieurs régions du pays en octobre 2024. Grâce au PACAN, le Togo a obtenu un remboursement de 6,624 millions d'euros (soit 4,345 milliards de FCFA), correspondant à deux échéances de sa dette auprès de la BOAD liées à des projets d'adaptation au changement climatique.

« Le Togo a été le premier pays à bénéficier du déclenchement du programme, recevant 6,6 millions d'euros. Ce montant correspond aux échéances que le pays devait rembourser entre octobre 2024 et octobre 2025. Le gouvernement togolais a pu réaffecter ces ressources pour venir en aide aux populations touchées, selon les priorités identifiées », a précisé Moubarak Moukaila.

Un mécanisme innovant

Le PACAN repose sur une collaboration inédite entre plusieurs acteurs internationaux du financement du développement. En associant prêts bonifiés et assurance paramétrique, il se distingue des mécanismes traditionnels. Contrairement aux assurances paramétriques classiques, qui versent directement des indemnités aux bénéficiaires, le PACAN prend en charge tout ou partie des échéances de remboursement des dettes contractées par les États auprès de la BOAD.

En cas de catastrophe naturelle ou sanitaire, les pays bénéficiaires peuvent ainsi rediriger leurs ressources budgétaires vers l'aide d'urgence et la réduction des impacts du choc : déplacement des populations, construction d'abris d'urgence, reconstruction d'infrastructures, distribution de produits de première nécessité et réalisation de travaux de secours immédiats.

Ce mécanisme permet aux États d'éviter un défaut de paiement sur leurs emprunts, préservant ainsi leur solvabilité tout en répondant efficacement aux besoins urgents de leurs populations.

« Le PACAN constitue une illustration concrète de l'innovation portée par la BOAD au cœur de sa stratégie climatique. Il démontre qu'au travers d'outils innovants et de partenariats stratégiques, il est possible de fournir des solutions adaptées aux besoins de développement des pays les plus exposés aux risques », a déclaré Mme Gnékélé Gnassingbé, Directrice du Département de la Trésorerie et des Marchés de Capitaux à la BOAD.

Une tournée de sensibilisation

Pour favoriser une meilleure appropriation du programme, la BOAD a lancé une tournée de sensibilisation dans les huit États membres de l'UEMOA. Cette initiative vise à présenter les avantages et les modalités du PACAN, tout en tenant compte des spécificités de chaque pays.

« Le déclenchement du programme pour le Togo est un exemple concret et palpable de son efficacité. Pour la BOAD, il s'agit désormais de s'assurer que les pays pilotes — le Bénin, le Togo, la Côte d'Ivoire et le Sénégal — renouvellent leur adhésion à l'assurance PACAN, tout en accompagnant les quatre autres pays de l'Union — le Niger, le Burkina Faso, le Mali et la Guinée-Bissau — à intégrer ce mécanisme innovant, qui peut véritablement soulager en cas de crise », a souligné Moubarak Moukaila.

Raphael K.

Le Roadshow PACAN a marqué une étape en Côte d'Ivoire à la mi-mars, poursuivant ainsi sa tournée de sensibilisation auprès des États membres de l'UEMOA.

Un 27 avril marqué par un élan vers l'industrialisation

La célébration du 65è anniversaire de l'indépendance du Togo a également été marquée par des inaugurations et des poses de premières pierres dans le secteur industriel.

Le 23 avril, la Cheffe du gouvernement, Victoire Tomégah-Dogbé, a inauguré deux nouvelles unités industrielles sur la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA), située à 15 km au nord du centre-ville de Lomé.

La première, FHC Medica, est spécialisée dans la fabrication de médicaments essentiels et génériques. Implantée sur une superficie de 7 000 m², elle dispose d'une importante capacité de production : 750 millions de comprimés, 150 millions de gélules et 30 millions de flacons de sirop par an. L'usine abrite aussi un laboratoire de contrôle qualité. Elle propose une large gamme de traitements, allant des antibiotiques et antipaludiques aux antidiabétiques, en passant par les produits nutraceutiques et les médicaments contre les maladies cardiovasculaires. Cette nouvelle implantation tombe à point nommé, dans un contexte où la production pharmaceutique africaine ne couvre encore que 2 % des besoins du continent.

La seconde unité, NutriSource, appuyée par la société internationale Fertistream basée à Dubaï, est dédiée à la production d'engrais. Dotée d'une capacité annuelle de 200 000 tonnes et d'un espace de stockage de 60 000 tonnes, elle ambitionne de garantir une disponibilité continue d'intrants agricoles de qualité, afin de stimuler les rendements du secteur agricole togolais.

Benart Afrique : la renaissance de l'industrie textile

Le 25 avril, Mme Tomégah-Dogbé, Première ministre, accompagnée du Président de l'Assemblée nationale, Sèvon-Tépé Kodjo Adedze, a inauguré Benart Afrique, une usine textile située à Datcha, dans la commune d'Ogou 2. Implantée sur le site de l'ex-usine textile Togotex et dans son esprit, Benart Afrique fabrique des tenues militaires, professionnelles et civiles.

Fruit d'un investissement de 6 milliards de FCFA, cette unité certifiée ISO 9001 a déjà produit plus de 60 000 uniformes labellisés Made in Togo. Elle emploie directement plus de 300 personnes et génère plus de 600 emplois indirects, contribuant ainsi à la relance de l'industrie textile nationale.

Vivace Group et ATMS : une diversification industrielle en expansion

D'autres projets industriels ont également été mis à l'honneur à l'occasion de cette fête nationale. Sur la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA), le Président de l'Assemblée nationale a inauguré, le 24 avril, l'usine Vivace Group, spécialisée dans la fabrication de profilés en aluminium. Le même jour, il a posé la première pierre de l'unité textile Africa Textile Management Services (ATMS).

Bâtie sur 30 000 m², Vivace Group affiche une capacité annuelle de 10 000 tonnes de profilés en aluminium. Ce projet, dont le coût est estimé à plus de 8 milliards de FCFA, devrait générer plus de 600 emplois directs.

Quant à ATMS, son objectif est de structurer durablement la filière textile nationale en favorisant la transformation locale des matières premières, avec une orientation vers l'exportation.

À l'usine textile Benart Afrique, la Première ministre et le président de l'Assemblée nationale découvrent les différentes étapes de production.

La société FHC Medica, est spécialisée dans la fabrication de médicaments essentiels et génériques.

Lors de la cérémonie, la ministre de l'Industrie et de la Promotion du secteur privé, Manuella Santos, a rappelé l'enjeu stratégique de la transformation locale : *« C'est en transformant ici, chez nous, que nous bâtissons une prospérité réellement partagée »*, a-t-elle déclaré.

L'une des ambitions affichées par le gouvernement togolais dans sa feuille de route Togo 2025 est de faire émerger de véritables industries extractives et transformatrices.

Raphael K.

FISCALITÉ

ATTENTION C'EST BIENTÔT !

30 avril, date limite pour la déclaration des bilans des sociétés, sous peine de sanctions sévères

Les sociétés sont invitées par l'Office Togolais des Recettes (OTR) à prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter le délai de dépôt de leurs états financiers, sous peine de s'exposer cette année aux lourdes pénalités prévues en cas de non-respect.

L'article 49 du Livre de Procédures Fiscales (LPF) stipule que « Les sociétés et autres entités soumises à l'impôt sur les sociétés sont tenues de déclarer, au plus tard le 30 avril de chaque année, le montant de leur résultat imposable afférent à l'exercice comptable clos au 31 décembre de l'année précédente au moyen d'un imprimé conforme au modèle prescrit par l'Administration fiscale. »

Pour l'exercice 2024, la loi de finances 2025 introduit des sanctions renforcées. « Le défaut de déclaration des résultats dans les délais prescrits est sanctionné par une amende de deux millions (2 000 000) de francs CFA pour les contribuables relevant du segment des grandes entreprises et d'un million (1 000 000) de francs CFA pour les contribuables relevant du segment des moyennes entreprises », stipule l'article 113 du Livre de Procédures Fiscales (LPF).

S'agissant des contribuables relevant du régime de la Très Petite Entreprise (TPU), la date butoir était fixée au 31 mars pour la déclaration de leur bénéfice imposable. Ceux qui n'ont pas respecté cette échéance s'exposent désormais à des sanctions. Ceux qui ne l'ont pas fait, devront payer trois cents mille (300 000) francs CFA d'amende s'ils sont des contribuables relevant de la TPU selon le régime déclaratif et relevant du régime du réel d'imposition dont le chiffre d'affaires est inférieur à soixante millions (60 000 000) francs CFA. Ils payeront vingt-cinq mille (25 000) francs CFA s'ils sont des contribuables relevant de la TPU selon le régime forfaitaire.

Seyram Adiakpo, COORDONNATEUR NATIONAL DE WANEP-TOGO :

« WANEP-Togo œuvre pour la prévention et la transformation des conflits »

Seyram Adiakpo

Après 12 mois d'intérim, Yawo Seyram Adiakpo a récemment été confirmé au poste de coordonnateur national de WANEP-Togo. Diplômé d'un master en droit public fondamental de l'Université de Lomé et d'une licence en droit public et sciences politiques de l'Institut des Hautes Études des Relations Internationales et Stratégiques (IHERIS), M. Adiakpo succède à Da-do Nora Noviekou, qui a dirigé l'organisation de 2014 à 2024.

Dans ses nouvelles fonctions, il entend consolider les acquis de WANEP-Togo en matière de promotion de la paix, de prévention des conflits et de gestion des crises.

Entré dans l'organisation en 2020, Seyram Adiakpo a gravi les échelons : chef de projet (2020), chargé du programme Recherche et Plaidoyer (2021), puis responsable des programmes et du suivi-évaluation (2021), poste qu'il occupait avant sa nomination comme coordonnateur national par intérim.

Dans cet entretien exclusif accordé à Imagine Demain, il revient sur le rôle, les actions et les succès de WANEP-Togo, tout en dévoilant ses ambitions en tant que nouveau coordonnateur national.

Quelles sont les actions de WANEP-Togo ? Et en particulier de sa branche togolaise ?

WANEP-Togo est la branche togolaise du Réseau ouest-africain pour l'édification de la paix. Il est le premier réseau thématique travaillant sur la paix et la sécurité au Togo. Réseau constitué de 16 organisations membres, sa mission est de contribuer à la consolidation de la paix dans une approche de non-violence et de tolérance,en offrant des services de prévention, gestion, résolution et transformation des conflits aux institutions étatiques, aux organisations de la société civile (OSC), aux collectivités locales ainsi qu'aux citoyens.

Les actions de WANEP-Togo s'inscrivent dans la prévention et la transformation des conflits. WANEP-Togo opère grâce à l'alerte précoce à la médiation, au plaidoyer et à la recherche. Grâce à son système d'alerte précoce « National Early Warning System » (NEWS-Togo), WANEP-Togo rend disponible aux acteurs, des rapports de la situation de paix et de sécurité, qui ont pour but d'éclairer leur prise de décisions.

L'idéal poursuivi par WANEP-Togo est la recherche inclusive d'une paix durable. Tant les jeunes que les femmes et les groupes minoritaires devraient participer à l'édification de la paix. C'est en cela que WANEP-Togo fournit tous les efforts qui sont en son pouvoir pour contribuer à la réalisation de l'agenda Jeunesse Paix et Sécurité et du programme Jeunesse Paix et Sécurité.

Dans cette veine, plusieurs actions d'engagement des femmes et des jeunes sur les actions de prévention et de résolution des conflits, de lutte contre les violences basées sur le genre, et d'action sur les défis affectant ces derniers ont été réalisées dans toutes les régions du pays. Pour rendre compte de cela, des cadres d'échanges et de partage d'expérience entre jeunes et responsables municipaux et communautaires ont été créés dans 8 communes de la région des savanes.

De plus, au regard de l'insécurité grandissante du fait de l'expansion de la crise sécuritaire au Sahel, WANEP-Togo a réalisé avec le Comité Interministériel de Prévention et de Lutte contre l'Extrémisme Violent (CIPLEV), le projet de Renforcement de la résilience du Togo face à l'extrémisme violent dans un contexte d'insécurité sous régionale. Ce projet a permis de doter le pays d'une Stratégie Nationale de Prévention et de Lutte contre l'Extrémisme Violent (SNAPLEV) et de renforcer les capacités des communautés afin de leur permettre de faire face efficacement à la montée du radicalisme.

Enfin ces dernières années, conscient du rôle de la précarité dans la radicalisation, et afin de soutenir les efforts de l'Etat, WANEP-Togo a contribué à appuyer les initiatives d'activités génératrices de plus de 800 jeunes et femmes dans les régions des savanes, centrale et maritime, afin de faire de ceux-ci des ambassadeurs de paix et de non-violence.

WANEP-Togo voudrait saluer de façon appuyée le soutien de tous ses partenaires étatiques et internationaux, ainsi que les partenaires de la société civile togolaise et les leaders communautaires sans lesquels ces

réalisations n'auraient pas été possibles.

Quels sont les principaux leviers qui ont permis à WANEP-Togo d'atteindre la première place du classement WODI 2024, et comment comptez-vous capitaliser sur cette performance ?

Le WODI est le « WANEP Organisational Development Index », en français, l'indice de développement organisationnel de WANEP. Il s'agit d'un système mis en place par le WANEP Régional, afin d'encouragerles réseaux nationaux à la bonne gouvernance, la redevabilité et la performance.

Le mécanisme WODI repose sur 73 indicateurs à renseigner, organisés autour de 5 piliers subdivisés en 19 sous-piliers. Les piliers clefs du WODI sont :

- Environnement légal (5 Indicateurs) ;
- Leadership et gouvernance (10 Indicateurs) ;
- Réseautage et capacités organisationnelles (28 Indicateurs) ;
- Gestion comptable et financière (24 Indicateurs) ;
- Impact et visibilité (6 Indicateurs).

En tenant compte de cet indice, WANEP-TOGO, tout comme ses pairs s'est conformé à cet exercice organisationnel et nous sommes heureux d'annoncer que pour le compte de l'année 2024, WANEP-Togo occupe la place du meilleur réseau avec un score de 93,42%.

Par ailleurs, du point de vue de la gestion financière et de respect des règles financières, WANEP-Togo occupe la 2ème place, avec un score de 89,40% après le Bénin qui a obtenu un score de 89,63%. Et, en matière d'alerte précoce, le WANEP-Togo reste dans le Top 3 des meilleurs contributeurs aux efforts de prévention et de résolution pacifiques des conflits au travers du système NEWS (National Early Warning Response) en sortant 2ème après le Sénégal qui prendra la 1ere place sur les 15 réseaux nationaux.

Les leviers qui ont permis au réseau de se hisser à ces niveaux est la compliance aux règles qui gouvernent la vie associative, la gestion administrative et financière et enfin la recherche de l'excellence. Nous pouvons également assurer que le travail abattu par nos prédécesseuses a été d'excellente qualité, créant une situation propice qui nous permet de faire mieux.

Après avoir travaillé comme Coordonnateur national en intérimaire pendant quelques mois, vous venez d'être confirmé dans cette fonction. Quelles sont vos perspectives pour l'organisation ?

Nous ambitionnons de continuer à contribuer de façon significative à l'architecture de paix du Togo et à positionner notre organisation à un niveau de maturité encore plus élevé en lui assurant une plus grande stabilité financière et institutionnelle. En clair, mon rêve est très simple, accroître la présence de l'institution, lui assurer son autonomie et durabilité financière, de sorte que nous soyons plus résilients face à la diminutiondu nombre des partenaires financiers. Enfin, nous estimerons également avoir réussi, si l'organisation est enfin propriétaire de son siège.

WANEP-Togo suit son plan stratégique qui se terminera dans un an. Comment se déroule sa réalisation ?

Bien qu'émaillé de défis, nous estimons que la mise en œuvre de ce plan stratégique a été une entreprise passionnante riche en leçons. Ce fut un plan ambitieux, et nous n'avions pas toujours les moyens au rendez-vous pour le réaliser. Cependant, nous avons, en innovant, réussi à atteindre des résultats significatifs.

Cette année, le plan stratégique 2021-2025 expirera. Des travaux sont en cours au niveau régional de WANEP pour mettre en place le prochain plan stratégique. A partir de celui-là, pour des raisons de cohérence institutionnelles, les réseaux nationaux, dont le nôtre concevront leur plan stratégique.

Quels projets WANEP-Togo pour cette année ? Comment sont souvent accueillies vos actions sur le terrain ?

Au cours de cette année, nous prévoyons des actions d'engagement des jeunes et des femmes, des actions de résolution de conflits communautaires, des actions de soutien de la résilience économique des jeunes et des femmes face à l'extrémisme violent, et au-delà de tout cela, nous allons continuer notre action de monitorage de la situation de paix et de sécurité dans le pays, en fournissant aux acteurs clé, des données d'excellente qualité pour guider leur prise de décision.

Enfin, nous avons un bon accueil sur le terrain. La paix est l'idéal poursuivi par tous. Même si les parties ne parlent pas le même langage, ils ont tous un intérêt à avoir la paix. Nous reconnaissons le rôle que les leaders des communautés à la base jouent dans l'efficacité de nos actions. Ils portent littéralement nos actions et s'en approprient, faisant en sorte qu'elles puissent jouir d'un bon accueil auprès des populations. Et pour cela, nous sommes reconnaissants.

Vous travaillez avec des partenaires, qui sont-ils et quel est le partenariat qui vous lie ?

Notre travail est rendu possible, grâce à l'appui du WANEP Régional basé à Accra et de nos partenaires à tous les niveaux. Entre autres, ce sont principalement, Pain Pour Le Monde, l'Union Européenne, les agences du système des Nations Unies (PNUD, UNFPA, UNICEF notamment), l'Ambassade des Etats-Unis au Togo, l'USAID, le GIZ, avec lesquels nous avons des partenariats de mise en œuvre d'activités.

Les institutions de la République (la CNDH, Le Médiateur de la République, …), le HCRRUN, les ministères (Ministères de la sécurité et de la protection civile ; de l'administration territoriale ; des armées ; de l'action sociale; des droits de l'Homme ; de la réglementation de la transhumance),les agences spécialisées de l'Etat tels que le Comité Interministériel de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (CIPLEV), l'Agence Nationale de la Protection Civile, le Programme d'urgence pour renforcer la résilience et la sécurité des communautés (PURS) sont également des partenaires qui facilitent la conduite des activités.

Enfin, les entités déconcentrées (gouverneurs et préfets), décentralisés (communes) de l'Etat et les leaders communautaires, ainsi que les ONG internationales et locales sont des acteurs avec lesquels nous collaborons.

Il faut également mentionner que WANEP-Togo a signé des conventions de partenariats avec l'Université de Lomé, l'Institut Régional d'Enseignement Supérieur et de Recherche en Développement Culturel (IRES-RDEC), le Cercle Panafricain de Recherche sur la Sécurité, la Paix et le Développement (CPR-SPD) et la Clinique d'Expertise Juridique et Sociale (CEJUS).

A tous ces acteurs, nous voulons exprimer notre gratitude pour la qualité de la collaboration et pour tout ce qui se fera.

Entretien réalisé par Joseph MB

CONSEIL DES GOUVERNEURS DE LA BIDC

Nouveaux financements et nouvelle présidence actés lors de la 23è session à Banjul

La 23e session ordinaire du Conseil des Gouverneurs de la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) s'est tenue le 14 avril 2025 à Banjul, en Gambie. Présidée par le président sortant du Conseil, Seedy K. M. Keita, ministre des Finances et des Affaires économiques de la Gambie, la rencontre a été rehaussée par la présence de Muhammed B. S. Jallow, Vice-Président de la République de Gambie.

Dans son allocution de bienvenue, Dr George Agyekum Donkor, Président de la BIDC et du Conseil d'Administration, a salué les progrès réalisés par l'institution. Il a notamment souligné que la Banque a doublé son portefeuille de prêts et son bilan, tout en enregistrant une hausse de 12,86 % de ses bénéfices en 2024 par rapport à 2023. Cette performance est attribuée à une augmentation des décaissements, une focalisation stratégique sur des secteurs prioritaires et une meilleure mobilisation des ressources.

De son côté, le Vice-Président gambien a exhorté la BIDC à explorer des mécanismes de financement innovants et hors bilan, afin de permettre aux États membres de poursuivre leurs objectifs de développement sans alourdir excessivement leur dette. Il a également plaidé pour la création de lignes de crédit destinées aux acteurs du secteur privé engagés dans le commerce intra-régional, appelant à davantage d'initiatives pour dynamiser les échanges commerciaux au sein de la CEDEAO.

Lors de la cérémonie d'ouverture, la Banque a procédé à la signature d'un accord de prêt de 10 millions de dollars américains avec le gouvernement gambien. Ce financement vise à soutenir la Gambie dans la mise en œuvre de la deuxième phase de son Plan National d'Investissement Agricole – Sécurité alimentaire et nutritionnelle

(GNAIP II-FNS), destiné à renforcer la sécurité alimentaire et la productivité agricole.

Instance suprême de décision de la BIDC, le Conseil des Gouverneurs, composé des ministres des Finances et du Plan des États membres de la CEDEAO, a également procédé à la nomination d'un nouveau président. Dr Cassiel Ato Baah Forson, ministre des Finances de la République du Ghana, succède ainsi à Seedy K. M. Keita à la tête du Conseil.

LA BOURSE RÉGIONALE REMET SES PRIX

BRVM Awards 2025 : Cotonou accueille la finance régionale les 29 et 30 avril

La sixième édition des BRVM Awards se tient les 29 et 30 avril 2025 au Sofitel Cotonou Marina & Spa, au Bénin, sous le thème : « Cession des parts de l'Etat dans les entreprises publiques : instrument de promotion de l'actionnariat populaire et de financement de l'économie nationale »

Selon les organisateurs, cette édition entend mettre en lumière le rôle stratégique du Marché Financier Régional de l'UEMOA dans la mobilisation de l'épargne publique à long terme, au service du développement économique des États membres.

Pendant deux jours, décideurs, régulateurs et experts financiers échangeront autour de panels stratégiques, de sessions interactives et d'opportunités exclusives de réseautage. Véritable carrefour d'échanges de haut niveau, les BRVM Awards visent à renforcer les synergies entre investisseurs, autorités publiques et innovateurs du marché financier régional.

Un dîner de gala viendra clore les travaux, avec la remise de prix aux acteurs ayant enregistré les meilleures performances sur le marché régional.

Organisée par la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), la cérémonie réunit les huit pays membres de l'UEMOA : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo. Institution au service du financement des économies de l'Union, la BRVM compte près de 170 actionnaires, dont 13 % détenus par les États membres, le reste

Dr Edoh Kossi Amenounve, DG de la BRVM, à l'ouverture des BRVM Awards, le 29 avril à Cotonou.

appartenant au secteur privé.

Avec une dynamique de croissance soutenue, la BRVM figure aujourd'hui au cinquième rang des bourses africaines en termes de capitalisation, derrière Johannesburg, Casablanca, Le Caire et Lagos.

Emile Essessi

FESNAD 2025 : sept groupes de danses traditionnelles ont enchanté une finale haute en couleurs

Le Centre togolais des expositions et foires (CETEF) «Togo 2000» a accueilli, le samedi 26 avril 2025, la grande finale de la 8e édition du Festival national des danses traditionnelles (FESNAD), confirmant une nouvelle fois la vitalité et la diversité du patrimoine culturel togolais.

Sept groupes folkloriques, représentant les différentes régions du pays, ont émerveillé un public enthousiaste par leurs prestations hautes en couleurs, en présence de la ministre de la Culture, Yawa Kouigan, et de plusieurs personnalités.

Venus des quatre coins du Togo — Talkoukt de Tandjouaré, Kourgnima de Bassar, Kpadja de Sotouboua, Tchebe de l'Ogou, Assafo Wu du Kloto, Sowu de Zio et Kikan du Golfe — les danseurs ont offert un véritable voyage au cœur des terroirs, dans une explosion de rythmes, de chants et de danses patrimoniales.

À l'issue de cette soirée d'apothéose, l'ensemble des groupes a été honoré par des distinctions, des attestations de mérite et des enveloppes financières, saluant leur engagement pour la sauvegarde des traditions togolaises.

Autre moment fort : la remise de distinctions spéciales à plusieurs figures ayant marqué l'histoire du festival, notamment les anciens ministres de la Culture Guy Madzé Lorenzo, Komivi Egbetonyo et Gbenyo Lamadokou, ainsi qu'Abira Bonfoh, pour leur engagement constant en faveur des arts traditionnels.

Dans son intervention, la ministre Yawa Kouigan a qualifié le FESNAD de « vitrine exceptionnelle de la culture togolaise». Elle a insisté sur l'importance de telles initiatives pour valoriser les chants, danses, tenues et mets traditionnels, contribuant à affirmer l'identité culturelle du Togo au-delà de ses frontières.

« Lorsque j'ai découvert ce festival, j'ai estimé qu'il regorgeait de richesses et qu'il représentait un potentiel que nous devons développer. C'est une initiative que nous devons porter et faire rayonner afin que ce capital culturel devienne l'une de nos signatures internationales », a-t-elle déclaré.

Organisé chaque année dans le cadre des festivités de l'indépendance du Togo, célébrée le 27 avril, le FESNAD était cette année encore, placé sous le haut parrainage du Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé, avec l'appui du Conseil de l'Entente.

L'éducation en situation d'urgence au Niger : un enjeu majeur pour le capital humain

La question du capital humain est un défi de haut niveau pour le Niger, qui ne tient pas que par la lecture du classement IDH. L'éducation en situation d'urgence devient un impératif face à l'instabilité sécuritaire qui compromet l'accès à l'apprentissage pour des milliers d'enfants. Loin de se limiter à des chiffres et des indicateurs, le système éducatif nigérien fait face à des défis structurels, organisationnels et sécuritaires rendant encore plus difficile la garantie d'un droit fondamental : l'éducation pour tous.

Un système éducatif en difficulté face aux défis structurels et budgétaires

La question de l'éducation au Niger représente un enjeu de taille qui ne saurait se réduire à une simple évaluation statistique. En effet, la composante éducation de l'indice de développement humain est basée sur la période moyenne de scolarisation, aussi bien historique (pour les plus de 25 ans) que prévisionnelle (pour les enfants qui entament leur scolarisation). Le taux net de scolarisation au primaire du Niger, de 66,1% en 2016 [1] malgré les efforts, et sans grande évolution jusqu'en 2024, est parmi les plus bas d'Afrique subsaharienne.

Pour rattraper le retard en éducation, un engagement résolu et soutenu au niveau national est de mise pour à la fois augmenter les allocations budgétaires au secteur, assurer une meilleure couverture des besoins actuels et prendre en compte l'évolution de la population, dans un contexte de faiblesse constatée de l'efficacité de la dépense publique en éducation [2], qui se prolonge sur les résultats d'apprentissage. Parmi les défis, il faut aussi prendre en compte la faiblesse des infrastructures physiques (bâtiments scolaires), celle des compétences des enseignants, l'indisponibilité des manuels scolaires, la gestion insuffisante du secteur et des facteurs exogènes comme les mariages précoces qui impactent le taux d'achèvement scolaire chez les filles.

Un nœud important du problème étant lié à la performance des enseignants, on constate également que leurs conditions de recrutement (contractuels pour une bonne majorité) jouent un rôle décisif, au même titre que leur rémunération (inférieure à celle des fonctionnaires) et leurs qualifications (en grade et en formation pédagogique), compte non tenu du déséquilibre du ratio enseignants/élèves induisant des sureffectifs dans des zones urbaines et une pénurie dans les milieux ruraux [3]. Les effets du Programme sectoriel de l'éducation et de la formation (PSEF 2014-2024) ont permis l'identification des voies et moyens pour surmonter ces difficultés mais à ce jour beaucoup reste à faire.

Un impact direct de l'insécurité sur l'éducation : écoles fermées, élèves déscolarisés

On note que l'instabilité de la situation sécuritaire dans les régions de Tillabéri, Maradi, Tahoua et Diffa au Niger pose un défi majeur à l'accès à la continuité d'une éducation sûre, inclusive et de qualité pour les enfants, en particulier les déplacés internes, les réfugiés du Nigéria et les populations hôtes. En effet, il se constate que dans ces régions les conflits armés et déplacements de populations agissent de façon extrêmement négative sur l'accès des populations aux services sociaux de base dont les structures sont déjà fragilisées par les difficultés d'accès, les aléas climatiques, l'insécurité alimentaire et le manque de ressources de façon plus générale.

Dans la région de Diffa et Tillabéri, les attaques contre les écoles et les menaces contre les enseignants ont provoqué la fermeture de 845 écoles primaires soit 23,2 % des écoles primaires, ce qui se traduit inéluctablement par la déscolarisation d'au moins 738 000 élèves entre janvier et octobre 2022, pour lesquels les risques d'abandon ou de non-réalisation des apprentissages sont en augmentation.

Ainsi en fin d'année 2022 le Cluster Education avait recensé 34 écoles fermées dans la région de Tahoua en raison des conditions sécuritaires alors que dans la région de Maradi, les autorités faisaient face à l'augmentation des déplacements internes. Cela a amené le ministère de l'Éducation Nationale à identifier un certain nombre d'écoles (36) comme « centres de regroupement » pour répondre aux enjeux de la situation éducative et adresser les problématiques de protection des enfants des communautés hôtes, déplacées et réfugiées. C'est une mesure visant à un meilleur accueil et une continuité de l'éducation pour les enfants déplacés. Ces centres se trouvent dans des zones considérées comme sur les quatre régions et visent à accueillir des élèves venant des écoles situées dans les zones de conflits [4].

Des infrastructures scolaires précaires et sous-équipées

Une évaluation multicritère concernant les enseignants et intervenant a permis, là encore, de révéler quelques insuffisances. Le Cluster Education montre que 82,5% des enseignants ont le grade d'instituteurs et institutrices adjoints, étant pour 72 % d'entre eux des contractuels ne disposant de qualification que le niveau BEPC plus une année ou deux, et cela pour 76,5% d'entre eux ; avec une ancienneté de 5 ans ou plus pour 84 % d'entre eux, en sachant que seuls 54 % sont formés à l'appui psychosocial, 58 % à la préparation aux situations d'urgence et à la réduction des risques de catastrophes ; 30,5 % à l'éducation inclusive et 67 % sur la protection de l'enfance.

Pour ce qui est des infrastructures sur les 36 écoles, et en se concentrant uniquement sur les salles de classe, installations sanitaires, cantines scolaires, espaces et équipements de jeux ; le nombre total de salles de classe rapportées pour le Centre est de 469, soit une moyenne de 13 classes par école.Il se note que 47 % des salles de classe sont en dur, 27 % de type paillote, 14 % sont des structures évolutives et 13 % sont des espaces temporaires d'apprentissage. Dans 92% des cas, l'école ne dispose pas d'une salle équipée pour la direction durant l'année scolaire. Les cantines sont inexistantes dans 69 % d'entre eux et dans 58 %, il existe une infrastructure de jeu alors que dans 72 % des cas les activités récréatives ne sont pas organisées au sein de l'école [4].

Garantir l'éducation pour tous, un impératif

Ce qui précède démontre tout le défi qui se pose au système éducatif nigérien en situation d'instabilité renforcée. La question de l'éducation en situation d'urgence prend ainsi tout son sens et révèle l'importance de relever le défi du capital humain, tel que prévu au titre du Plan de développement économique et social (PDES 2017-2021).Face à ces difficultés, le Plan de transition du secteur de l'éducation et de la formation 2020-2022 et la stratégie nationale de réduction des vulnérabilités du système éducatif se confrontent à des menaces évolutives qui font de l'éducation en urgence une nécessité absolue pour garantir que chaque enfant ait accès à son droit fondamental à l'éducation. Au Niger comme ailleurs.

Dr Beaugrain Doumongue, Ingénieur civil et expert en intelligence stratégique

[1] FEINDOUNO, S. et M. GOUJON (2016a). The retrospective Economic Vulnerability Index, 2015update, FERDI Working Paper 147.

[2] INS-INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (2015a). Qualité de la dépense publique au Niger. Rapport final in [3]

[3] Rafael Aguirre Unceta, « Niger : la quête du développement dans un contexte adverse », FERDI, Décembre 2018

[4] Evaluation conjointe des besoins Education et protection de l'enfance dans les centres de regroupement au Niger, Cluster Education

IMAGINE DEMAIN
Bimensuel togolais d'information générale

Récépissé N°0574/26/07/18/HAAC du 26 juillet 2018

Directeur Général
Tété B. MENSAH-BOBOE
Boboejoseph@gmail.com
Tél : (+228) 79483748 / 93231786

Média-consultant
Jean-François Pollet

Directeur de publication
ANIKA Koffi Amen
Tél : +228 91024439

Comité de rédaction
Joseph Mensah-Boboe
Anika Koffi Amen (Amen le Saint)
ESSESSI Émile Credo
Armand K

Mise en page
A. Maxime (+228 91 08 91 02)

Imprimerie
Light Print, Qt Forever
1000 exemplaires

Service commercial
+228 70353590 / 93231786 / 79483748

Distribution
Damali Kossi

Contact
Avépozo Ibomonou
Tél : (+228) 70353590 / 93231786

PRODUCTION LOCALE DE POULETS ET CHARCUTERIES 100 % TOGOLAISES:

Daba inaugure sa nouvelle boutique à la Cité Millenium

La société Daba, spécialisée dans l'élevage, la découpe et la transformation de poulets en produits dérivés au Togo, a inauguré une nouvelle boutique à la Cité Millenium, sur l'avenue Akei à Lomé. Poulet de chair, blancs ou cuisses de poulet, poulet fumé, saucisses, saucissons, gésiers, pâté de foie, chipolatas, jambon de poulet, mortadelles et merguez sont autant de produits frais, directement issus de son abattoir moderne et de sa ferme, implantés à Kpomé, dans la préfecture de Zio. .

« Nous avons choisi d'ouvrir cette boutique à la Cité Millénium, car cet endroit représente en quelque sorte le cœur de Lomé. C'est un carrefour où se retrouvent les habitants de nombreux quartiers environnants et des populations de divers statuts, qui viendront chercher dans notre boutique des produits adaptés à leurs besoins », explique Isidore Barcola, Directeur Général de Daba.

Des produits sains pour tous les budgets

« Aujourd'hui, tout le monde souhaite manger sainement. Nous proposons des produits de qualité, non seulement pour ceux disposant des moyens, mais aussi pour les budgets plus modestes. Daba s'adapte donc à tous les budgets», poursuit M. Barcola.

La boutique propose une large gamme de produits, allant du poulet entier aux produits fumés et aux charcuteries, en passant par les découpes. Parmi ces spécialités figurent des saucissons, du pâté de foie, du jambon de poulet et bien d'autres produits 100 % togolais.

Une innovation pour les amateurs de barbecue

Daba a également innové en proposant des produits marinés, idéaux pour ceux qui souhaitent organiser un barbecue à domicile. « Cette nouvelle gamme rencontre un franc succès auprès des ménages. Le week-end, il est désormais facile d'organiser un repas ou un barbecue, en famille ou avec des amis, grâce à notre poulet déjà pré-assaisonné. Il ne vous reste plus qu'à le mettre au feu», rassure le Directeur Général.

Une expansion qui se poursuit

La boutique de la Cité Millenium est ouverte tous les jours de 9h30 à 19h30, avec une fermeture anticipée à 13h30 le dimanche. Cette ouverture s'ajoute aux points de vente des produits Daba déjà existants à Lomé, notamment la boutique à Agoé-Réserve, en face de l'école RM, et le point de vente à la station Oasis Zener Ramatou sur la route de Baguida. « Après Agoé, la station Ramatou et cette nouvelle boutique, nous prévoyons d'en ouvrir une quatrième à Atikoumé, et nous espérons également en ouvrir une sur le boulevard », confie M. Barcola.

Une inauguration conviviale et pleine de saveurs

L'inauguration de la boutique de la Cité Millenium s'est déroulée dans une ambiance conviviale, le 5 avril, placée sous le signe du goût et du partage. Les invités ont eu l'occasion de déguster les produits naturels de Daba, accompagnés de cocktails.

« Au lieu de dépenser de l'argent dans des produits importés, il est préférable d'acheter des produits locaux, souvent plus sains pour la santé. Et il suffit de goûter pour réaliser que c'est naturel et très bien fait», affirme Theresia-Alexis Awunyo, responsable commercial dans une entreprise locale.

Pour Djifa Zagalago Togbui, un autre client, l'expérience a été plus que satisfaisante : « J'ai goûté le jambon, le poulet et les saucisses, que j'aime particulièrement, et c'est vraiment différent de ce qu'on trouve sur le marché. Je conseille vivement à tout le monde de venir ici. Le cadre est agréable et les produits sont délicieux ! »

Cette inauguration a offert aux invités une belle opportunité de savourer les produits fermiers de Daba, produits avec soin et selon des normes strictes de qualité.

JMB